

N° de Recours : 21300309

A Madame ou Monsieur le Président  
composant le Tribunal des Affaires de  
Sécurité Sociale de l'Aube

Audience du 20 novembre 2014 à 14h00

**CONCLUSIONS AUX FINS D'IRRECEVABILITE**

**POUR :**        l'Institut Apostolique de Marie Immaculée  
                     2 place du Pérolier – 69130 ECULLY  
                     Prise en la personne de son Représentant légal

*Défenderesse*

**Représentée par :**

**Maître Bertrand OLLIVIER**  
**URBINO ASSOCIES**  
Avocat au Barreau de Paris  
5 rue Eginhard – 75004 PARIS

**CONTRE :**     **Madame Sophie THIBORD-GAVA**  
                     demeurant 15 C rue de Chaillouet – 10000 TROYES

*Demanderesse*

**Assistée de :**

**L'Association Pour une Retraite Convenable**  
**(APRC)**  
10 rue Levot 35000 RENNES

**EN PRESENCE DE :**

**La CAVIMAC**

dont le siège social est : Le Tryalis - 9 rue de Rosny

93100 MONTREUIL SOUS BOIS

Représentée par son Directeur

***Défenderesse***

**Représentée par :**

**Maître Patrick de la GRANGE**

**SELARL de la GRANDE et FITOUSSI**

Avocats au Barreau de PARIS

## PLAISE AU TRIBUNAL

Madame Sophie THIBORD GAVA a cru bon saisir par lettre recommandée du 17 juillet 2013 la Commission de recours amiable de la CAVIMAC afin qu'il soit statué sur :

- ⇒ La reconnaissance des trimestres qui n'ont pas été pris en compte pour le calcul de sa retraite.
- ⇒ La revalorisation de sa retraite de base au niveau du minimum contributif.
- ⇒ L'application des obligations liées à la retraite complémentaire par la Cavimac et l'instance dont elle dépendait pendant sa période d'activité cultuelle.

Par requête en date du 15 octobre 2013, Madame Sophie THIBORD GAVA a saisi la présente juridiction.

Madame Sophie THIBORD GAVA a régularisé des conclusions» et formé les demandes suivantes :

« - Dire mon intérêt à agir né et actuel et ma demande recevable ;

- Pour ce qui est des trimestres d'activité religieuse durant la période qualifiée de postulat puis de noviciat du 7 octobre 1987 au 9 septembre 1990,
  - dire que j'acquies la qualité de membre de la congrégation au sens de l'article L 382-15 CSS dès mon admission comme postulante dans l'Institut Religieux-Apostolique de Marie Immaculée le 7 octobre 1987,
  - dire le critère de première profession inopérant pour déterminer le point de départ de mon affiliation à la caisse des cultes,
  - dire L 382-29-1 inapplicable aux dites périodes postérieures à l'acquisition de la qualité de membre de la congrégation au sens de l'article L 382-15 CSS,
  - condamner la Cavimac à prendre en compte, pour le calcul de ma pension, 11 trimestres supplémentaires correspondant à la période allant du 7 octobre 1987 au 9 septembre 1990, ces 11 trimestres s'ajoutant aux 19 qu'elle a déjà validés,
  - condamner l'Institut Religieux-Apostolique de Marie Immaculée à régulariser les arriérés de cotisations pour la période allant du 7 octobre 1987 au 9 septembre 1990 assortis des intérêts légaux et des amendes prévues à l'article R 382-84 CSS,
  - condamner l'Institut Religieux-Apostolique de Marie Immaculée, à défaut de régularisation des arriérés de cotisations par lui-même directement auprès de la Cavimac, à me verser la somme de 14 822 € à titre de dommages et intérêts.
- En application de l'article 331 du CPC, dire le jugement commun à la Cavimac et à l'Institut Religieux-Apostolique de Marie Immaculée ;
- Au titre de l'article 700 du code de procédure civile condamner la Cavimac et l'Institut Religieux-Apostolique de Marie Immaculée à me payer chacun la somme de 1 500 euros ;
- Condamner la Cavimac aux dépens. »

## **I – A titre principal sur la demande de validation de trimestres**

L'Institut Apostolique de Marie Immaculée s'associe pleinement à l'argumentation de la CAVIMAC concernant :

- d'une part, l'irrecevabilité,
- d'autre part, le mal fondé

des demandes litigieuses.

## **II – A titre infiniment subsidiaire, sur la demande de régularisation des cotisations litigieuses**

Si par extraordinaire, le Tribunal devait considérer les demandes litigieuses comme étant recevables et bien fondées, il ne saurait pour autant faire droit à la demande de régularisation des trimestres litigieux sollicitée à l'encontre de l'Institut Apostolique de Marie Immaculée.

En effet, par application combinée des dispositions des articles L 244-2, L 244-3 et L 244-11 du Code de la Sécurité Sociale et 2224 du Code Civil, les cotisations litigieuses se prescrivent par trois ans.

Or, en l'espèce les trimestres en cause concernent les années 1987 à 1990.

En conséquence, il convient de débouter Madame Sophie THIBORD GAVA de ses demandes comme prescrites.

## **PAR CES MOTIFS**

Vu l'acte introductif d'instance de Madame Sophie THIBORD GAVA ainsi que ses écritures devant le TASS de Troyes,

Vu les articles L 244-2, 244-3 et 244-11 du Code de la Sécurité Sociale,

Vu les articles L 351-14-1 et L 382-29-1 du Code de la Sécurité Sociale,

### **Il est demandé au Tribunal :**

Sur la demande de validation des trimestres

#### **A titre principal**

**Constater** que le relevé de carrière est un document d'information,

**Constater** que la CAVIMAC n'a rendu aucune décision,

En conséquence,

**Déclarer** irrecevable le recours de Madame THIBORD GAVA devant le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale,

#### **A titre subsidiaire**

**Déclarer** l'article L 382-29-1 du Code de la Sécurité Sociale applicable à Madame THIBORD GAVA,

**Déclarer** que les périodes de noviciat doivent être assimilées à des périodes de formation au sens de l'article L 382-29-1 du Code de la Sécurité Sociale,

**Débouter** Madame THIBORD GAVA de ses demandes comme étant non fondées, la validation de ses périodes de noviciat n'étant possible que sous condition de rachat.

#### **A titre infiniment subsidiaire**

Si par extraordinaire le Tribunal devait considérer comme recevable Madame Sophie THIBORD GAVA en ses demandes, elle ne manquera de relever la prescription des cotisations litigieuses.

**DIRE et JUGER** que les cotisations litigieuses concernent la période du 7/10/1987 au 9 septembre 1990 sont donc, par application des articles L 244-2, L 244-3 et L 244-11 du Code de la Sécurité Sociale et 2224 du Code Civil sont prescrites.

**En conséquence,**

**Débouter** Madame THIBORD GAVA de l'ensemble de ses demandes

**Condamner** Madame THIBORD GAVA à verser à l'Institut Apostolique de Marie Immaculée une somme de 1.500 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile et aux entiers dépens.

**SOUS TOUTES RESERVES**